Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE – N° 13770 – **4,50 F** Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – SAMEDI 6 MAI 1989

L'Irangate escamoté

Il aura fallu trois semaines de délibérations, trois mois de procès et un an et demi d'une enquête qui a coûté 4 millions de dollars au contribuable américain, pour qu'un premier verdict tombe enfin dans le scandale de l' « Irangate ». Reconnu coupable de trois chefs d'inculpation sur douze, le principal protagoniste de l'affaire des ventes d'armes secrètes à l'Iran, Oliver North, risque dix ans de prison, mais il est décidé à faire appel.

Avant même le début du procès, les plus lourdes charges avaient été abandonnées (conspiration et vol de documents) et les principaux acteurs étaient sortis de la scène politique, de William Casey, directeur de la CIA à l'époque des faits, mort d'une tumeur au cerveau, en passant par le président Reagan lui-même, qu'une commission d'enquête du Congrès avait « blanchi » au bénéfice du doute en novembre 1987. En d'autres termes, la montagne juridico-politique accumulée pendant cette affaire a accouché d'une toute petite souris. Et, somme toute, cet ex-lieutenant-colonel modèle, héros des « marines », se voit reprocher d'avoir un peu trop cru au credo reaganien (aider la guérilla anti-sandiniste au Nicaragua, à laquelle le produit des ventes d'armes était destiné) et surtout d'avoir obéi « aux ordres ».

L'Irangate, ce n'est pas le Watergate, cette perversion de la présidence au profit d'un seul homme qui eut raison de Nixon en 1974 et ébranla la foi américaine en ses propres institutions. C'est l'histoire d'un « coup » politique raté, dans le but presque naïf d'obtenir la libération des otages américains. Eût-il réussi, personne n'eût pourfendu ses auteurs. Qui s'insurgea après tout contre Henry Kissinger en 1972, alors que, conseiller national pour la sécurité (et non secrétaire d'Etat) il prépara seul et dans le secret absolu le fameux voyage de Nixon en Chine ?

Enfin et surtout, ce détournement de fonds, c'est aussi l'histoire d'un détournement de pouvoir. Mais pas seulement. Certes, l'exécutif a une fois de plus escamoté le droit de regard du Congrès sur ses activités, mais le laxisme de la Maison Blanche de Reagan a aussi permis aux membres du Conseil de sécurité de constituer à eux seuls un centre de décision parallèle. En ce sens, le procès North et surtout celui de son ancien patron l'amiral Poindexter qui va suivre seront-ils aussi le procès de l'administration Reagan. Mais dans aucun cas celui de George Bush.

Conscients, ils le disent eux-mêmes, que leur nouveau président « en savait plus qu'il n'a bien voulu le dire », la majorité des Américains ont choisi de ne pas savoir – ou de pardonner ? – en l'élisant en novembre dernier. Il est douteux à présent que le Congrès à majorité démocrate se saisisse à nouveau de l'affaire pour déstabiliser un président qui pratique si bien la politique de la « main tendue » et vient de signer un compromis « historique » sur l'aide à la Contra.

Sagesse ou désir de ne pas aller trop loin, le vent de moralisme aigu qui agite la classe politique américaine préfère s'acharner sur la vie privée des individus que s'attaquer aux institutions, même lorsqu'elles paraissent grippées. M. Tower a pu le constater, lui dont la candidature à la direction du Pentagone a été refusée pour « alcoolisme » fut érigé en parangon de vertu il y a deux ans pour présider la commission à laquelle il donna son nom et qui « innocenta » le président...

(Lire nos informations page 2.)

M 0147 - 0506 0 - 4,50 F

3790147004500 05060

L'assassinat des deux dirigeants indépendantistes canaques

Le FLNKS réaffirme sa fidélité aux accords de Matignon

M. Rocard assistera à Nouméa aux obsèques de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné

Après l'assassinat, jeudi 4 mai, sur l'île d'Ouvéa, de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné, les deux principaux chefs de file du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, signataires des accords de Matignon, l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, a affirmé qu'elle entend mener à son terme le processus enclenché le 26 juin 1988. « Scellé par le sacrifice, le processus ira à son terme », a encore indiqué l'Union calédonienne, avant d'ajouter que ses deux leaders assassinés « lèguent un héritage de tolérance et de sagesse que le mouvement se doit d'assumer avec courage et fermeté.

Vendredi matin, les dirigeants indépendantistes semblaient convaincus qu'un véritable complot avait été ourdi au sein même de la direction du FLNKS pour éliminer physiquement les dirigeants de l'Union calédonienne.

Le premier ministre, qui s'était exprimé dès jeudi avec émotion et avait réaffirmé l'engagement du gouvernement de maintenir le cap des accords de Matignon, devait quitter Paris vendredi 5 mai, en début d'après-midi, pour assister, dimanche, aux obsèques des deux dirigeants du FLNKS.

■ **Deux hommes qui avaient choisi de faire la paix** *page 6*

■ **Djubelly Wéa continuait « sa » guerre** *page 7*

■ **Un assassinat mûrement prémédité** *page 6*

■ **M. Rocard veut croire que les accords de Matignon n'ont pas été assassinés** *page 8*

■ **Les réactions en métropole** *pages 8 et 9*

L'impossible héritage

par Jean-Marie Colombani et Alain Rollat

M. Christian Blanc, l'alchimiste discret des accords de Matignon, a trouvé les mots justes pour résumer la consternation de tous les hommes de bonne volonté à l'annonce de l'assassinat, sur cette île d'Ouvéa devenue maudite, de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné. Ils étaient, en effet, *« de ces hommes qui donnent un sens à la vie, donc à l'Histoire »*.

On n'assassine pas les fauteurs de guerre. On tue les Tjibaou, comme on tue les Jaurès, parce qu'ils incarnent des valeurs qui dérangent. Ces deux Canaques-là sont morts pour avoir tout simplement choisi la paix, envers et contre tous, y compris certains de leurs propres amis, au moment où la Nouvelle-Calédonie basculait dans la guerre civile.

Il fallait que ces deux artisans de la paix se sentent invulnérables pour oser défier ainsi la tragique fatalité qui fait de ce territoire, depuis sa « prise de possession » par la France en 1853, une terre de larmes et de sang...

La réponse du destin a dépassé les limites de l'absurde, en armant contre eux le bras devenu fou d'un autre Canaque. Par un étrange bond en arrière d'un siècle, la communauté mélanésienne, frappée au cœur, revit le même cauchemar que celui qui l'avait traumatisée au terme de la grande révolte de 1878. C'est la main d'un Canaque de Canala, auxiliaire des troupes françaises, qui avait tranché la tête d'Ataï, ce grand chef qui ne supportait plus de voir les siens spoliés par les envahisseurs blancs. C'est celle d'un Canaque d'Ouvéa – un ancien pasteur – qui vient d'abattre le chef des révoltés de 1988 – un ancien prêtre, – le chef de la tribu de Tiendanite qui luttait contre les mêmes injustices. Mille fois Jean-Marie Tjibaou avait senti autour de lui la menace de l'attentat. Mais pouvait-il concevoir que la mort lui viendrait d'un de ses compagnons d'armes ?

(Lire la suite page 8.)

Le prix du courage

par Daniel Vernet

La plus grande réussite politique de Michel Rocard depuis son arrivée, il y a un an, à Matignon – les esprits les plus critiques disent même la seule vraie – est menacée. Par un règlement de comptes au sein de la communauté canaque. Par le geste d'un fanatique qui n'a pas accepté la démarche réaliste de Jean-Marie Tjibaou : il aura sans doute attendu avec patience et détermination l'occasion propice et symbolique de manifester tragiquement son désaccord avec l'œuvre de réconciliation entreprise par le président du FLNKS. Par la disparition d'un des deux hommes sur lesquels reposaient les accords de Matignon : Jean-Marie Tjibaou chez les Canaques et Jacques Lafleur pour les caldoches avaient compris qu'après des années de violence il fallait avoir le courage de faire travailler ensemble les habitants de la Nouvelle-Calédonie, au-delà des différences ethniques et des divergences stratégiques.

∴

Les accords de Matignon sont le fruit d'un double pari contradictoire : en acceptant de repousser jusqu'en 1998 la question fondamentale sur l'avenir de l'archipel, Jacques Lafleur espère que l'indépendance apparaîtra alors superflue et Jean-Marie Tjibaou espérait que ses frères mettraient à profit ce délai pour se donner les moyens de cette indépendance.

Dans sa mairie de Hienghène, à l'automne dernier, quelque temps après le référendum dont les résultats l'avaient beaucoup déçu, il détaillait avec ravissement les projets de développement économique, social, éducatif, culturel qu'avec « l'aide de la France », il se proposait de réaliser. Comme son lieutenant Yeiwéné Yeiwéné, il avait admis qu'avant d'accéder à l'indépendance les Canaques devaient apprendre à exercer des responsabilités dans les nouvelles institutions que la République s'engageait à créer en Nouvelle-Calédonie.

∴

Il n'était pas aveugle devant les difficultés et insistait toujours sur l'indispensable vigilance. Mais il avait réussi à imposer ses vues à ses frères canaques. Pas à tous, puisqu'il est tombé sous les balles d'un irréductible. Depuis l'automne dernier, la mise en œuvre des accords de Matignon, sans être idyllique, n'a pas connu d'accroc sérieux. Jean-Marie Tjibaou savait qu'ils étaient fragiles et menacés, moins par l'instabilité des gouvernements parisiens, car il croyait à l'engagement de Michel Rocard et du président de la République, que par les extrémistes des deux bords.

Et cette conviction est largement partagée par Jacques Lafleur, qui n'a pas réussi, lui non plus, à convaincre l'ensemble de sa communauté.

∴

Portés par deux personnalités hors du commun pour des raisons diverses et parfois opposées, les accords de Matignon sont aussi l'aboutissement d'une situation devenue insupportable, dont les « événements d'Ouvéa » au printemps dernier ont été la manifestation la plus dramatique.

C'est pourquoi, malgré l'échec que constitue toujours une mort violente, la disparition de Jean-Marie Tjibaou ne ferme pas toute porte à l'espoir d'un apaisement durable. Le successeur à la tête du FLNKS n'aura sans doute pas le même charisme : il lui faudra le même courage pour convaincre les siens qu'il n'y a pas d'autre voie raisonnable pour le « caillou » que le compromis.

Elections au Panama

Un scrutin en forme de règlement de comptes

PAGE 2

Bicentenaire à Versailles

Trois cent mille personnes ont assisté à la reconstitution du défilé des Etats généraux

PAGE 9

Les risques d'inflation

En RFA et en Italie

PAGE 21

Le sommaire complet se trouve page 26

Entendre de mes propres oreilles un ancien ministre ou un savant mondialement connu, lauréat du prix Nobel, ou un professeur de la Sorbonne, la Légion d'honneur à la boutonnière, ou encore un écrivain célèbre prêter serment, puis affirmer qu'il n'y avait pas eu de camps de concentration en U.R.S.S., produisit sur moi une des impressions les plus fortes de ma vie.

NINA BERBEROVA

C'est moi qui souligne

AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE DÉCOUVERTE AVEC 50 ANNÉES DE RETARD

ACTES SUD HUBERT NYSSEN EDITEUR

DIFFUSION PUF

Manifestations et promesses de « consultations » à Pékin

Ouverture à la chinoise

Après les imposantes manifestations – auxquelles des journalistes participaient pour la première fois – qui ont marqué la journée du jeudi 4 mai à Pékin, les dirigeants étudiants semblaient s'orienter vers une reprise des cours lundi prochain.

PÉKIN
de notre correspondant

Les vingt jours qui ébranlèrent le régime communiste chinois ? Il est bien trop tôt pour savoir si l'agitation étudiante qui a culminé jeudi 4 mai à Pékin avec une manifestation triomphale – et finalement tolérée – sur la place Tiananmen laissera réellement cette marque dans l'histoire de ce pays. Mais les vingt journées écoulées depuis la mort, le 15 avril, de Hu Yaobang, l'ancien secrétaire général dont la disparition a servi de détonateur à ce spectaculaire regain de contestation, marquent à coup sûr un tournant : l'émergence d'un contre-pouvoir populaire conscient de sa force, rassemblé de manière informelle, et surtout non institutionnel autour d'étudiants qui ont retrouvé leur position privilégiée de révélateurs des réels tourments de la société chinoise.

C'est le sens de l'ordre donné de retirer, peu après l'arrivée des cortèges étudiants au centre de la ville, la totalité du dispositif massif des forces qui, comme lors de la première grande manifestation, le 27 avril, avaient été déployées pour faire respecter l'interdiction de manifester sur la place Tiananmen. C'est aussi, de manière bien plus importante pour le régime, la leçon à tirer de la participation sans précédent de journalistes de la presse officielle à un mouvement dont les débordements dans la rue avaient été condamnés au préalable comme *« illégaux »*.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde

SANS VISA

Les rivages du Yucatan après le passage du cyclone Gilberto

■ **Gastronomie** ■ **Jeux**

Pages 13 à 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.